



Bureau de la citoyenneté
Bureau des procédures environnementales
IC19013

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

ARRÊTÉ PREFECTORAL PORTANT LEVÉE DE LA MISE EN DEMEURE DU 28 JUILLET 2017 À L'ENCONTRE DE LA SOCIÉTÉ CARRIERES GENET RASORI SITUEE A SAINT-GEORGES-SUR-EURE n° ICPE 2674

**LA PRÉFÈTE D'EURE ET LOIR
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, et L. 514 - 5, R.512-1 à R.512-45 et R.512-47 à R.512-66-2 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 9 janvier 2006 à la Société CARRIERES GENET RASORI pour l'exploitation d'une carrière située aux lieux-dits "Les Lasses" à Saint-Luperc, "L'Ormeteau", "La Queue de Poêle", "Buisson Malabri", "Pièces de Masselin", "Grand bouleau" à Courville-sur-Eure, et "Les Caillettes" à Fontaine-la-Guyon, autorisée par l'arrêté préfectoral modifié du 9 janvier 2006 - concernant notamment la rubrique 2510 ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 28 juillet 2017 mettant en demeure, dans un délai de 15 jours, la Société CARRIERES GENET RASORI de procéder à la finalisation du réaménagement de l'ensemble des terrains autorisés par l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2006, ainsi que dans un délai d'un mois de notifier la cessation d'activité de la carrière et de réaliser un dossier de cessation d'activité comprenant un plan des terrains d'emprise de l'installation et un mémoire de l'état du site ;

Considérant que l'exploitant a effectué les travaux suivants :

- finalisation des travaux de remise en état de l'ensemble des terrains autorisés par l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2006,
- notification de la cessation d'activité de la carrière par courrier reçu le 12 mars 2019 accompagnée d'un dossier de cessation d'activité comprenant un plan des terrains d'emprise de l'installation et un mémoire de l'état du site ;

Considérant que ces travaux permettent à l'exploitant de satisfaire aux termes de la mise en demeure de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2017 ;

Considérant en conséquence qu'il y a lieu de lever la mise en demeure susvisée ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture d'Eure-et-Loir,

ARRETE

Article 1 - L'arrêté préfectoral en date du 28 juillet 2017 mettant en demeure la Société CARRIERES GENET RASORI, dont le siège social est situé 38 rue du Général de Gaulle à Saint-Georges-sur-Eure de procéder à la finalisation du réaménagement de l'ensemble des terrains autorisés par l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2006 dans un délai de 15 jours et de notifier la cessation d'activité de la carrière et de réaliser un dossier de cessation d'activité comprenant un plan des terrains d'emprise de l'installation et un mémoire sur l'état du site dans un délai d'un mois, est abrogé à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 – Délais et voies de recours

A – Recours administratif

L'exploitant peut présenter, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté :

- un recours gracieux, adressé à la Préfète d'Eure-et-Loir, Direction de la Citoyenneté - place de la République – 28019 CHARTRES Cedex,
- un recours hiérarchique, adressé au ministre chargé des installations classées - Direction générale de la prévention des risques – Tour Pascal A et B Tour Sequoia - 92055 La Défense CEDEX.

L'exercice d'un recours administratif prolonge de deux mois les délais prévus aux 1° et 2° alinéas suivants.

B – Recours contentieux

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au Tribunal Administratif, 28 rue de la Bretonnerie – 45057 ORLEANS Cedex :

1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de 4 mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Tout recours doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Article 3 – Notification-publicité

- Le présent arrêté est notifié à la société CARRIERES GENET-RASORI par voie administrative.
- L'arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture d'Eure-et-Loir pendant une période minimale de 2 mois conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement.
- Copie en est adressée aux maires des communes de Saint-Luperc, Fontaine-la-Guyon et Courville-sur-Eure. pour y être déposée aux archives des mairies et consultée ;

Article 4 – Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir, Madame et Messieurs les Maires de Saint-Luperc, Fontaine-la-Guyon et Courville-sur-Eure, Monsieur le Directeur Régional l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre- Val de Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

CHARTRES, le

Pour la Préfète,
Le Secrétaire Général,



Régis ELBEZ